

la nouvelle lettre

N°878 du 13 Mai 2006

Hebdomadaire 1 €

EDITORIAL

SCHUMAN ET MONNET

Faute de pouvoir regarder le futur et de réaliser les réformes qui le prépareraient, la France ne cesse de célébrer les anniversaires, et de rechercher dans le passé quelque motif de fierté.

La semaine qui vient de s'écouler était particulièrement riche. Le 8 mai nous avons célébré une victoire que nous devons largement à ces Américains que nous haïssons tant aujourd'hui.

Le 10 mai nous nous sommes rappelés qu'il y a vingt cinq ans nous étions passés « de l'ombre à la lumière » (Jack Lang dixit). Nous avons rendu hommage à François MITTERRAND qui, lui, n'a jamais été importuné par la « dictature de la rumeur » ni mêlé à quelque affaire crapuleuse : la francisque, les jardins de l'Observatoire, la rue de Bièvres et la gente Mazarine, les écoutes irlandaises, les suicides en série, tout cela n'était que rumeurs, mais ses amis socialistes nous ont rappelé ces jours-ci qu'il n'y avait pas à s'en occuper, compte tenu des éminents services que ce grand homme d'Etat a rendus à la République.

Ce même 10 mai nous étions invités à célébrer l'abolition de l'esclavage et, une fois de plus, à battre notre coulpe pour les crimes que nous avons commis. La loi de Madame TAUBIRA a été prétexte à de grands témoignages de repentance et à l'accomplissement d'un « devoir de mémoire » : il faut se rappeler, n'est-il pas vrai, que « la colonisation n'a été qu'exploitations et exactions » et les écoliers en seront dûment instruits.

Mais le 9 mai n'a pas été oublié non plus : cinquante ans d'institutions européennes, et son histoire révisée par le « politiquement correct » - donc à enseigner aux Français, écoliers ou citoyens. On nous a une fois de plus servi l'Europe à la sauce constructiviste, et j'ai entendu plusieurs discours, de droite comme de gauche, pour déplorer le mauvais coup d'arrêt porté l'an dernier au progrès des institutions politiques et pour dénoncer le danger d'une Europe qui ne serait qu'un « grand marché » : pouah !

La tonalité était exactement celle de Jean Monnet. Ce haut fonctionnaire, qui n'a jamais eu de mandat électif, ne rêvait que d'une administration européenne centralisée. Chargé de coordonner les moyens logistiques des armées alliées pendant la première guerre mondiale, il fut curieusement à nouveau investi de la même mission en 1943. Il avait retiré de cette double expérience une leçon dont il voulait nous faire profiter : c'est l'union qui fait la force ! Il n'a cessé de souligner que la victoire alliée était le fruit d'une unité de commandement et d'une organisation logistique planifiée. Par conséquent il redoutait que l'Europe en reconstruction ne retombe dans la division, et il dénonçait « l'anarchie du marché ». Voilà pourquoi il fut le créateur de la « Haute Autorité » Charbon Acier (CECA) en même temps que l'inventeur de la « planification à la française ». Il n'eut pas de mal à convaincre de Gaulle, qui a toujours vu dans le marché un instrument de domination des Américains sur le reste du monde : « Si le marché régnait en maître, ce sont les Américains qui régneraient en maîtres. Tout ça n'est qu'un simple camouflage de l'hégémonie américaine. Si nous suivions le marché les yeux fermés, nous nous ferions coloniser par les Américains » (1963). Aujourd'hui c'est la même vision de l'Europe qui inspire nos constructivistes, de Jacques Delors à Valéry Giscard d'Estaing, mais aussi bien nos souverainistes, de Villiers à Buffet : surtout pas le marché, surtout pas la concurrence (version hard), le marché sous surveillance, la concurrence, la concurrence harmonisée (version soft).

On fait facilement l'amalgame entre Jean Monnet et Robert Schuman. Sans doute les deux hommes se sont-ils côtoyés et ont-ils ensemble guidé les premiers pas de la construction européenne. Mais Schuman, c'était aussi Adenauer et Gasperi, et les trois hommes politiques avaient une vision très simple et assez

naturelle du futur européen. D'une part ils voulaient rapprocher des peuples dramatiquement engagés dans des luttes fratricides pendant la première moitié du siècle. Aujourd'hui nous pouvons dire qu'ils ont réussi. Les Européens ont retrouvé les principes de civilisation dont ils sont communément issus, et il faut toute la laïcité militante et agressive des dirigeants français actuels et de tous bords pour nier le poids de la chrétienté dans l'émergence de cette civilisation (va-t-on interdire d'en parler aux écoliers ?). Avec la chute du mur de Berlin, la famille européenne a pu à nouveau « respirer avec ses deux poumons » (Jean Paul II). C'est l'Europe « de l'esprit et du cœur » (Cardinal Martini).

D'autre part, le trio Schuman-Adenauer-Gasperi ne se faisait aucune illusion sur les institutions politiques. Ils ont intelligemment commencé la construction européenne par une communauté économique, et ils ont – à la différence de Jean Monnet et sous l'influence de Ludwig Erhard et de Luigi Einaudi – misé sur l'ouverture des frontières internes et externes, faisant confiance au libre échange pour réapprendre aux Européens à vivre ensemble. Voilà pourquoi l'Europe est devenue « un géant économique et un nain politique ». A Pierre Pflimlin qui me servait cet argument, j'ai répondu jadis que « l'Europe est devenue un géant économique parce qu'elle était un nain politique ». Pas de politique, c'est moins de réglementation, moins de bureaucratie, moins d'impôts, moins de démagogie et de redistribution clientéliste, moins de privilèges, moins de protection des monopoles. La preuve de la nocivité de la politique, c'est l'échec complet de la « politique » agricole commune, le seul domaine où l'Europe ait réellement échoué – mais à l'époque du Traité de Rome déjà la tyrannie du statu quo s'exerçait efficacement !

Une politique européenne, pour quoi faire d'ailleurs ? L'idée d'une Europe politique n'est que l'expression nostalgique d'un troisième bloc, ou d'une troisième voie. Or, la troisième voie c'est pas de voie du tout, comme dit Vaclav KLAUS ; il n'y a qu'un choix, entre civilisation et barbarie, entre le bien et le mal. Mais, dans ces temps de relativisme, sait-on encore ce qu'est le bien ?

Il n'est pas étonnant que l'on ne sache pas ce qu'est l'Europe, ni ce qu'a été le 9 mai 1950.

Jacques Garelo

Conjoncture

« UN AN DE PERDU, UN DE PLUS »

La politique économique s'est résumée à la relance conjoncturelle

Nous avons perdu trente ans

La société civile éclairant l'opinion publique



PARLEMENT EUROPEEN : POURQUOI STRASBOURG ?

POLOGNE : PROTECTIONNISME ET ETATISME

FLEXIBILITE : « FAMILY CONTRACT »

LA « SAINTE TRINITE ANTI-IMPERIALISTE »

**ETHIQUE ET DEVELOPPEMENT :
TREIZIEME COLLOQUE D'ETHIQUE ECONOMIQUE**

jeudi 29 et vendredi 30 juin 2006

Renseignements, programmes et inscriptions : Jean-Yves NAUDET, Université Paul Cézanne, 3 avenue Robert Schuman, 13628 Aix en Provence Cedex 1, tel : 04 42 17 28 73, fax : 04 42 17 28 59 et mail : centre.ethique@univ.u-3mrs.fr

AU SOMMAIRE DU N°878 :

EDITORIAL :

CONJONCTURE :

ACTUALITÉ QUI NOUS FAIT RÉFLÉCHIR :

ABONNEMENT DE 1 AN (40 Numéros) : € 40.00.

ABONNEMENT DE SOUTIEN (UN AN) : € 95.00.

LIBERTE ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL

www.libres.org